

# Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

## Marché de services

**Mise à disposition de personnel temporaire pour l’Ifremer**

N° 251000033

## Table des matières

<b>1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRE.....</b>	<b>5</b>
1.1. Lieu d'exécution.....	5
1.2. Le marché .....	5
<b>2. DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>6</b>
4.1 Obligations générales du titulaire .....	6
4.2 Obligations faites au personnel mis à disposition .....	8
<b>3. ORGANISATION DE LA PRESTATION .....</b>	<b>8</b>
3.1. Prestations de mise à disposition .....	8
3.2. Début d'exécution .....	9
3.3. Délai de mise à disposition .....	9
3.4. Règles d'accès aux sites Ifremer.....	9
3.5. Gestion des contrats de mise à disposition (entre le titulaire et l'Ifremer).....	10
3.6. Conditions applicables aux intérimaires .....	10
3.7. Remplacement d'un personnel mis à disposition .....	10
3.8. Recrutement à l'Ifremer d'un intérimaire .....	11
3.9. Rupture de contrat d'un personnel mis à disposition .....	11
3.10. Relevé des heures réellement effectuées.....	12
3.11. Heures supplémentaires/complémentaires.....	12
3.12. Repos	12
3.13. Cessation du travail en fin de contrat .....	12
3.14. Evaluation périodique des prestations fournies / fourniture de documents de reporting.....	12
3.15. Vêtements de travail et Equipements de Protection Individuels .....	13
<b>4. OBLIGATIONS DE CONSEIL.....</b>	<b>13</b>

## Préambule

Reconnu dans le monde entier comme l'un des tout premiers instituts en sciences et technologies marines, l'Ifremer s'inscrit dans une double perspective de développement durable et de science ouverte. Il mène des recherches, innove, produit des expertises pour protéger et restaurer l'océan, exploiter ses ressources de manière responsable, et partager les connaissances et les données marines afin de créer de nouvelles opportunités pour une croissance économique respectueuse du milieu marin.

Présents sur toutes les façades maritimes de l'hexagone et des outremer, ses laboratoires sont implantés sur une vingtaine de sites dans les trois grands océans : l'océan Indien, l'Atlantique et le Pacifique. Pour le compte de l'Etat, il opère la Flotte océanographique française au bénéfice de la communauté scientifique nationale. Il conçoit ses propres engins et équipements de pointe pour explorer et observer l'océan, du littoral au grand large et des abysses à l'interface avec l'atmosphère.

Ouverts sur la communauté scientifique internationale, ses 1500 chercheurs, ingénieurs et techniciens font progresser les connaissances sur l'une des dernières frontières inexplorées de notre planète ; ils contribuent à éclairer les politiques publiques et à l'innovation pour une économie bleue durable. Leur mission consiste aussi à sensibiliser le grand public aux enjeux maritimes.

Fondé en 1984, l'Ifremer est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), dont le budget avoisine 240 millions d'Euros. Il est placé sous la tutelle conjointe des ministères chargés de la Recherche, de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement, et de l'Environnement.

### ⇒ Ses Missions

En tant qu'institut de recherche intégré en sciences marines, l'Ifremer contribue au système de recherche et d'innovation national, ainsi qu'à l'espace européen de la recherche. La recherche de l'institut vient en appui du déploiement de politiques maritimes afin d'y apporter son expertise. L'Ifremer s'inscrit également dans une logique de valorisation, de recherche et développement et contribue significativement au développement et à l'opération des infrastructures de recherche marine françaises et européennes.

Depuis le 1er janvier 2018, l'Ifremer opère la flotte océanographique française au bénéfice de l'ensemble des communautés d'utilisateurs français. Cette flotte est composée de quatre navires hauturiers, cinq navires côtiers, deux navires déployés outremer, cinq engins sous-marins et des équipements lourds comme les équipements sismiques.

### ⇒ Ses Métiers

La pluridisciplinarité de ses activités scientifiques confère à l'Ifremer une grande hétérogénéité de ses fonctions. On retrouve ainsi du personnel spécialisé en halieutique, en gestion de données et modélisation, en microbiologie, en biologie, en chimie, en robotique, en électronique, etc.

Nous retrouvons, au sein des équipes opérationnelles, trois catégories de métiers :

- Chercheur
- Ingénieur
- Technicien

En appui aux métiers opérationnels, l’Ifremer dispose de fonctions supports. On retrouve ici les métiers des ressources humaines, de la gestion financière et comptable, de la communication, de la qualité, de la sécurité, de l’informatique, de la valorisation et des affaires européennes et internationales. Il convient de préciser que ces métiers évoluent dans le cadre du code des marchés publics et de la comptabilité publique.

⇒ **Ses implantations**

L’Ifremer bénéficie d’un solide réseau d’implantations avec cinq principaux centres auxquels sont rattachées des stations ou délégations sur le territoire métropolitain et outre-mer. ([Implantations Ifremer](#))

## 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRE

L'appel d'offre a pour objet la mise à disposition de personnel temporaire pour l'Ifremer, dans le cadre :

- du remplacement temporaire d'un.e salarié.e,
- d'un accroissement temporaire d'activité.

### 1.1. Lieu d'exécution

Le présent marché s'exécutera pour les implantations du territoire métropolitain et pour les implantations du Pacifique (Tahiti et Nouvelle Calédonie).

Les coordonnées des centres et stations de l'Ifremer susceptibles d'avoir recours aux prestations figurent en annexe 1 du présent document.

Le titulaire doit être en capacité de répondre aux besoins de chacune des implantations faisant l'objet du présent contrat.

Toutefois, les soumissionnaires acceptent par avance de prendre en compte les modifications géographiques susceptibles d'intervenir au cours de la réalisation des Prestations (ex : création/déménagement d'un centre, d'une station). Il est convenu qu'en aucun cas, ces modifications ne devront avoir d'impacts significatifs sur l'offre initiale des soumissionnaires.

### 1.2. Le marché

L'appel d'offre vise à pourvoir la mise à disposition de personnels correspondant aux métiers de la nomenclature des emplois-type de l'institut.

#### **Cœur de métier de l'Ifremer :**

- Domaine scientifique et technique,
- Soutien à la recherche,
- Fonctions support.

#### **Exemples de métiers :**

- Chercheur en sciences de l'univers,
- Chercheur en sciences de la vie,
- Chercheur en sciences pour l'ingénieur,
- Ingénieur recherche et développement,
- Ingénieur informaticien,
- Technicien d'analyses prélèvement,
- Technicien traitement de données et informatique,
- Secrétariat assistantat
- Chargé de gestion des ressources humaines,
- Assistant de gestion comptable,
- Responsable de laboratoire, d'unité, de service, de secteur,
- Etc.

La cartographie des emplois-type en annexe 2, présente une liste non exhaustive, susceptible d'évolution, mais représentative de la diversité des métiers et des postes présents au sein de l'Institut.



Au regard des spécificités de ses métiers, compte-tenu de la nature de ses missions, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de sélectionner lui-même des candidats et en confier la gestion au titulaire. Dans ce cas, le soumissionnaire devra impérativement en tenir compte dans le cadre de son offre.

Les soumissionnaires devront à ce titre, au sein de leur proposition tarifaire distinguer les coefficients à appliquer selon les populations cadre (niveau  $\geq$  Bac +4) et non-cadre (niveau  $<$  Bac +4) et dissocier pour chacune de ces populations, un coefficient multiplicateur de gestion de celui de mise à disposition selon le cas applicable.

Les coefficients multiplicateurs de gestion devront nécessairement être significativement inférieurs aux coefficients multiplicateurs applicables en délégation.

Le coefficient de délégation devra être dégressif au-delà d'une certaine durée de mission pour chacune des catégories cadre et non cadre.

## **2. DISPOSITIONS GENERALES**

### **4.1 Obligations générales du titulaire**

En cas de délégation, le titulaire du marché s'engage à :

- garantir que le personnel mis à disposition correspond exactement aux spécifications demandées et à réaliser les prises de références dont il informe le pouvoir adjudicateur;
- garantir que le personnel mis à disposition dispose effectivement des qualifications exigées après qu'il en ait identifié et apprécié objectivement les compétences :
  - techniques (véracité des diplômes, tests, contrôle des références, etc.),
  - comportementales (savoir, savoir-faire et savoir être) au moyen d'outils de diagnostic ;
- fournir à l'Ifremer sans délai sur sa demande :
  - les résultats de ces identifications et appréciations,
  - le processus lui ayant permis de vérifier et de valider les habilitations, les diplômes et les compétences des candidats présentés ;
- garantir que le personnel mis à disposition est libre de tout engagement auprès d'autres employeurs ou entreprises utilisatrices;
- contrôler la réalité et la validité du permis de travail et de la carte de séjour, si les personnels mis à disposition ne sont pas de nationalité française , et à fournir sans délai au pouvoir adjudicateur, à sa demande, copie du permis de travail et de la carte de séjour ;
- vérifier l'aptitude médicale au poste concerné ;
- fournir systématiquement au pouvoir adjudicateur :
  - les éléments permettant de remplir le registre du personnel de l'Ifremer concernant

les intérimaires (sous réserve de l'application de la loi informatique et libertés et du règlement général de protection des données personnelles - RGPD) soit :

- nom/prénom
  - adresse
  - nationalité
  - date et lieu de naissance
- tous documents concernant le candidat requis pour la gestion administrative de la mission confiée ;
- tenir le personnel mis à disposition clairement informé des caractéristiques du poste et formé à l'environnement particulier de certains postes sur lesquels il serait missionné (habilitations, permis de conduire, horaires, sécurité, confidentialité, etc.) ;
- s'assurer à l'issue de la première journée de travail de l'intérimaire au sein de l'Ifremer de sa bonne intégration,
- évaluer, à l'issue de chaque mission et en collaboration avec la personne désignée du pouvoir adjudicateur, la qualité du service effectivement rendu ;
- n'opérer aucune discrimination de quelque nature que ce soit sur les candidats, conformément aux dispositions du code du travail (article 1132-1) ;
- présenter plusieurs profils de candidats sur demande du pouvoir adjudicateur, en apportant une attention particulière à la proposition de profils de travailleurs étant en situation de handicap.
- proposer des personnels mis à disposition par lui dans un total respect des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur au moment de la commande.

Ce marché comporte une variété de fonctions et de métiers qui peuvent être parfois très spécifiques.

Il en résulte aussi des environnements de travail différents nécessitant que les personnels mis à disposition puissent, selon les missions qui leur sont confiées :

- être titulaire des habilitations et certificats adaptés (CACES, habilitations électriques, etc.) ;
- être titulaire d'une aptitude à l'embarquement ou à la plongée, délivrée par la médecine du travail en cours de validité pour les postes le nécessitant ;

Le titulaire devra en conséquence s'assurer de disposer d'un personnel pouvant répondre à l'ensemble de ces particularités et devra s'engager à fournir les pièces justificatives dès la transmission des candidatures.

En cas de gestion, le titulaire s'engage à s'assurer que le personnel présenté par l'Ifremer puisse selon les missions confiées :

- être titulaire des habilitations et certificats adaptés (CACES, habilitations électriques, etc.) ;
- être titulaire d'une aptitude à l'embarquement ou à la plongée, délivrée par la médecine du travail en cours de validité pour les postes le nécessitant ;

- de façon générale s'assurer de l'aptitude médicale au poste concerné

## 4.2 Obligations faites au personnel mis à disposition

Sous peine de sanction voire de rupture de contrat, telle que défini à l'article 3.9.1 du présent appel d'offre, il est stipulé que :

- le personnel mis à disposition s'engage à respecter les dispositions du règlement intérieur du pouvoir adjudicateur et à observer, à l'égal des salariés employés par Ifremer, toutes consignes, règles et procédures applicables au site sur lequel il est mis à disposition ainsi que toutes dispositions conventionnelles applicables au personnel mis à disposition ;
- dans le cas où le personnel mis à disposition par le titulaire serait au contact, direct ou indirect, avec tous partenaires de l'Ifremer, il doit s'abstenir de manifester à leur égard un comportement préjudiciable aux intérêts de l'Ifremer.

## 3. ORGANISATION DE LA PRESTATION

### 3.1. Prestations de mise à disposition

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de ses besoins en personnel temporaire dans un premier temps par téléphone, puis matérialise la demande par mail.

Le mail précise la demande de personnel temporaire et les éléments nécessaires à sa prestation. Le titulaire s'engage à présenter au pouvoir adjudicateur le jour ouvré suivant la demande du pouvoir adjudicateur, une ou plusieurs candidatures correspondant au besoin ou à défaut le processus de recrutement envisagé. En l'absence de réponse dans ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de solliciter tout autre prestataire.

Le pouvoir adjudicateur a par ailleurs, la possibilité de s'affranchir de ce délai de 1 jour ouvré dans l'éventualité où le titulaire n'aurait pas les agréments nécessaires indispensables à la mise en œuvre de certaines missions.

La demande émise par Ifremer fait mention des éléments nécessaires au titulaire pour effectuer ses prestations tels que :

- La référence du marché public,
- date et heure exigées pour mise à disposition effective du personnel,
- motif qui caractérise le besoin exprimé,
- durée et lieu d'exécution de la mission,
- intitulé du poste,
- aptitudes caractéristiques requises et/ou souhaitées,
- qualifications requises et diplômes exigés ou souhaités,
- définition du poste à pourvoir et des tâches qui le caractérisent et des conditions de travail (embarquements, déplacements, travail de fin de semaine,...)
- durée hebdomadaire, mensuelle ou annuelle de travail et horaire de travail,
- habilitations et équipements, si nécessaire,
- taux horaire de base et accessoires de salaire (prime de repas, prime de fin d'année, ...),



- conditions attachées au versement de primes, indemnités, frais et avantages divers
- le numéro de la commande à indiquer sur la facture.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur par téléphone et confirme par mail dans les plus brefs délais avant la date de mise à disposition effective du personnel demandé de sa capacité ou de son incapacité à mettre à sa disposition le personnel demandé à la date et à l'heure exigée.

**A/ Dans l'affirmative** (capacité à mettre à disposition le personnel demandé à la date et à l'heure exigée), le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour adresser à l'Ifremer une ou plusieurs candidature(s) dans le délai correspondant à la demande :

- l'accord de l'Ifremer sur une candidature est confirmé par mail. Le titulaire fait diligence pour que la prestation soit exécutée conformément à la demande exprimée par l'Ifremer ;
- en cas de désaccord sur la (les) candidature(s) exprimé par l'Ifremer :
  - o le titulaire s'engage à adresser à l'Ifremer une ou plusieurs nouvelles candidature(s) ;
  - o dans l'attente de la transmission d'une ou plusieurs nouvelles candidatures par le titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de solliciter en parallèle tout autre prestataire.

**B/ Dans la négative** (incapacité à mettre à disposition le personnel demandé à la date et à l'heure exigée), un délai supplémentaire pourra être accordé au titulaire :

- L'Ifremer se réserve le droit d'annuler la demande, et se réserve le droit d'envisager toute autre solution qu'il juge opportune, comme faire appel à un autre prestataire. Toute recherche engagée ne donnera lieu à aucune facturation par le titulaire.

L'Ifremer se réserve la possibilité de présenter une candidature au titulaire. Dans ce cas, il s'agira d'une prestation de simple gestion.

L'Ifremer, dans le respect de sa démarche RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), favorise notamment une politique emploi en faveur de l'embauche des travailleurs en situation de handicap. Le pouvoir adjudicateur encourage à ce titre le titulaire à lui communiquer des candidatures associées.

### 3.2. Début d'exécution

L'accord donné par mail par la personne habilitée par le Pouvoir Adjudicateur fait courir le délai d'exécution.

### 3.3. Délai de mise à disposition

A compter de l'accord donné par mail par la personne habilitée par le Pouvoir Adjudicateur, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que le personnel temporaire mis à disposition soit présent sur le lieu de travail au jour et à l'heure précisés au moment de la demande avec les équipements de protection individuel utiles.

### 3.4. Règles d'accès aux sites Ifremer

Il existe des règles spécifiques relatives à l'accès au sein de chaque centre.

L'entrée est autorisée aux seules personnes munies d'une pièce d'identité en cours de validité. Pour des raisons de sécurité, une procédure spécifique est mise en œuvre pour les personnes qui

ne disposent pas de la nationalité française. Il convient donc d'informer le pouvoir adjudicateur avant la prise de fonction du personnel mis à disposition.

### 3.5. Gestion des contrats de mise à disposition (entre le titulaire et l'Ifremer)

Chaque prestation commandée par l'Ifremer donne lieu à la rédaction d'un contrat de mise à disposition qui est :

- rédigé par le titulaire sous sa responsabilité ;
- conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de sa rédaction ;
- transmis pour signature à l'Ifremer au plus tard la veille du démarrage de la mission.

Afin de faciliter et fluidifier la mise en place des contrats de mise à disposition, il est attendu que le titulaire utilise une plateforme de gestion en ligne permettant la signature des contrats de mise à disposition, la transmission des relevés d'heures et l'accès aux factures.

Le titulaire devra également respecter les dispositions du CCAP relatives aux règles de facturation à l'Ifremer. Une facture par intérimaire et par mois est attendue.

Le titulaire doit être en mesure de fournir la preuve que ses certificats de signatures électroniques sont bien reconnus par les autorités de certification. Il doit en fournir cette preuve.

### 3.6. Conditions applicables aux intérimaires

Conformément aux dispositions de l'article L.1251-24 du Code du Travail, les salariés temporaires percevront les primes et accessoires de salaire que percevrait à l'Ifremer un salarié de qualification équivalente occupant le même poste de travail ;

Les personnels mis à disposition bénéficieront d'un salaire de base équivalent à un salarié Ifremer occupant un poste équivalent et disposant d'un niveau de diplôme similaire et d'un nombre d'années d'expériences professionnelles proche ;

Les salariés temporaires bénéficieront d'un accès, dans les mêmes conditions que les salariés de l'Ifremer, aux installations collectives, notamment de restauration. Ces informations seront, le cas échéant, communiquées sur demande du titulaire ;

Pour les contrats d'une durée supérieure à 2 mois, il sera ajouté à la rémunération une prime de fin d'année. Cette prime ne sera pas versée en cas de rupture anticipée du contrat avant les deux premiers mois de présence effective. Le titulaire veillera au suivi de cette échéance et au versement de la prime.

En l'absence de restaurant d'entreprise Ifremer sur le lieu de travail, une prime de repas est attribuée aux salariés temporaires dans les mêmes conditions que pour le personnel Ifremer.

### 3.7. Remplacement d'un personnel mis à disposition

En cas de suspension du contrat du fait d'une absence justifiée ou non du personnel mis à disposition :

- à la demande de l'Ifremer, le titulaire s'engage à pourvoir à son remplacement dans le respect des spécifications de la mission telles que mentionnées dans la demande initiale, si cela s'avère nécessaire ;
- en l'absence de spécification par l'Ifremer, et par défaut, le délai maximum de remplacement est au plus tard le matin du jour ouvrable suivant le début de l'absence.

Si le délai maximum spécifié par l'Ifremer n'est pas respecté, l'Ifremer se réserve le droit d'annuler la commande, et se réserve le droit d'envisager toute autre solution qu'il juge opportune comme faire appel à un autre prestataire pour répondre au besoin.

Le surcroît de prestation effectué par le prestataire ne pourra en aucun cas donner lieu à une facturation ultérieure, et le coefficient de facturation inscrit dans le bon de commande restera en tout cas inchangé.

### 3.8. Recrutement à l'Ifremer d'un intérimaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recruter un intérimaire en CDI et sans pénalité du titulaire, dès lors que la durée de la mission est supérieure ou égale à 3 mois (soit 90 jours consécutifs ou non sur les vingt-quatre mois précédant l'embauche).

Aucune durée minimale n'est requise pour le personnel mis à disposition en gestion.

### 3.9. Rupture de contrat d'un personnel mis à disposition

L'Ifremer contrôle l'exécution de la prestation effectuée par le personnel mis à disposition par le titulaire.

Dans le cas où le personnel mis à disposition ne donnerait pas satisfaction à l'Ifremer le contrat de mise à disposition pourra être rompu selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Cette rupture de contrat de mise à disposition sera notifiée par l'Ifremer au titulaire par mail avec, le cas échéant, les éléments permettant de justifier cette rupture de contrat. Le titulaire ne pourra alors se prévaloir d'une quelconque indemnisation à compter de la date de départ de l'entreprise.

Le contrat peut être rompu pendant la période d'essai, à l'initiative de l'Ifremer ou du personnel temporaire. L'Ifremer notifie sa décision au titulaire par mail.

A compter de la notification de la rupture du contrat par l'Ifremer (ou à l'Ifremer en cas de rupture à l'initiative du personnel mis à disposition), et sous réserve que l'Ifremer confirme le besoin de remplacement, le titulaire s'engage à procéder au remplacement du personnel mis à disposition dans les conditions fixées selon la commande notifiée au titulaire par le 3.1 du présent article.

En cas de rupture de contrat d'un personnel mis à disposition, le titulaire s'engage à ne pas proposer la candidature de ce personnel pour un prochain contrat afférant à la même mission ou à une mission similaire.

Dans tous les cas, le titulaire fait son affaire et assume l'ensemble des conditions de rupture de son contrat avec le personnel mis à disposition, y compris en cas de litige et de frais supplémentaires (indemnité de rupture, transaction etc.).

### 3.10. Relevé des heures réellement effectuées

Chaque mise à disposition de personnel fait l'objet d'un relevé des heures réellement effectuées pour chacun des jours de la semaine concernée. Le titulaire devra nécessairement permettre la gestion des relevés d'heures de manière dématérialisée.

Le titulaire doit produire tous documents récapitulatifs et statistiques au format dématérialisé (Excel ou autre) exigés par l'Ifremer pour permettre la gestion administrative du marché, en vue d'un reporting de son activité.

### 3.11. Heures supplémentaires/complémentaires

La durée du travail est de 35 heures hebdomadaire.

### 3.12. Repos

Le personnel mis à disposition bénéficie des conditions prévues dans la convention d'entreprise de l'Ifremer en matière de repos, et doivent être prises en compte par le titulaire en termes de gestion et de facturation.

### 3.13. Cessation du travail en fin de contrat

Le personnel mis à disposition par le titulaire doit cesser toute activité sur les lieux de travail au jour et à l'heure d'échéance du contrat de mise à disposition, sauf :

- si l'Ifremer a conclu en son nom un contrat de travail avec le même salarié,
- si un nouveau contrat de mise à disposition, signé avec le titulaire, prolonge le précédent contrat,
- s'il y a la mise en œuvre d'une période de souplesse.

Le titulaire doit contacter l'Ifremer 48 heures (quarante-huit heures) avant la fin de la mission pour savoir si la mission se termine ou se prolonge.

### 3.14. Evaluation périodique des prestations fournies / fourniture de documents de reporting

Le titulaire doit rencontrer le représentant du Pouvoir Adjudicateur au moins une fois par an, et/ou à la demande de ce dernier, afin d'effectuer un suivi de la qualité des prestations fournies. Lors de cette rencontre, tous les sujets relatifs à la gestion du marché peuvent être abordés.

Préalablement à cette rencontre, ou sans rapport avec celle-ci, le titulaire doit fournir, périodiquement ou sur demande, des documents de nature à faciliter le suivi et l'évaluation et la gestion des prestations délivrées.

A titre d'exemple et sans valeur impérative ni limitative : un état récapitulatif des prestations exécutées et en cours d'exécution comportant notamment, pour chaque prestation, le ou les numéros de contrat de travail correspondant à l'exécution de la prestation, le motif de recours à la prestation, les dates de réalisation de la prestation et le volume horaire travaillé, le coût, le nom de l'intérimaire.

Il convient de noter que deux types de reportings sont attendus :

- Au niveau local, un tableau de bord de suivi de l'activité est demandé à minima une fois par mois pour chaque centre de l'Ifremer. Ce reporting mensuel sera à transmettre pour le 10 du mois m pour le suivi du mois m-1.
- Au niveau national, un reporting consolidé est requis au minimum 1 fois par an et nécessite de ce fait la possibilité de prétendre à un référent unique mis à disposition auprès du pouvoir adjudicateur. Ce reporting annuel sera à transmettre pour le 31 mars de l'année n pour les données de l'année n-1.

### 3.15. Vêtements de travail et Equipements de Protection Individuels

Le personnel temporaire doit se conformer au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur.

Le personnel temporaire s'engage à respecter le port des équipements de protection individuels conformément aux consignes en vigueur sur le lieu de travail.

Les équipements adaptés pour certains travaux peuvent être fournis par l'Ifremer. Ils seront indiqués lors de l'expression du besoin.

## 4. OBLIGATIONS DE CONSEIL

Le titulaire du marché s'engage à :

- délivrer tout conseil juridique attendu par l'Ifremer en rapport avec le domaine de compétence du titulaire ;
- lui signaler tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché ou du contrat de mise à disposition.